

## La question du développement régional en Côte d'Ivoire : recherches dans le Nord ivoirien

**Jean-Pierre PEYON**

IGARUN - Nantes

UMR 6590-CNRS Nantes "*Espaces géographiques et sociétés*"

**Mamoutou TOURÉ**

IGT – Abidjan

**Résumé :** Le développement économique et social du Nord ivoirien est marqué par l'éloignement de la métropole abidjanaise. Si le désenclavement de ces régions connaît quelques progrès, les indicateurs scolaires et sanitaires montrent le chemin qu'il reste à parcourir. L'agriculture, qu'elle soit de subsistance ou d'exportation, est touchée de plein fouet par la baisse structurelle des prix internationaux, alors que les vieilles régulations étatiques volent en éclats sous la poussée des exigences du Fonds Monétaire International (FMI) et des entrepreneurs privés. Les tensions locales rejoignent les difficultés politiques et sociales que la Côte d'Ivoire connaît en ce début de siècle.

**Mots-clés :** Côte d'Ivoire. Développement socio-économique. Disparité régionale. Nord ivoirien. Indicateurs.

**Abstract :** The economic and social development in Northern Ivory Coast is confronted with the distance of the remote metropole, Abidjan. The opening of these regions shows successful, but education and health indicators reveal what is still to achieve. Farming, for subsistence or export, is affected by the decline of prices, whereas the state's regulations explode because of demanding International Monetary Fund (IMF) and private organisms. Ivory Coast has to cope with local tensions on top of political and social difficulties.

**Key words :** Ivory Coast. Social and economic development. Regional disparity. Indicators.

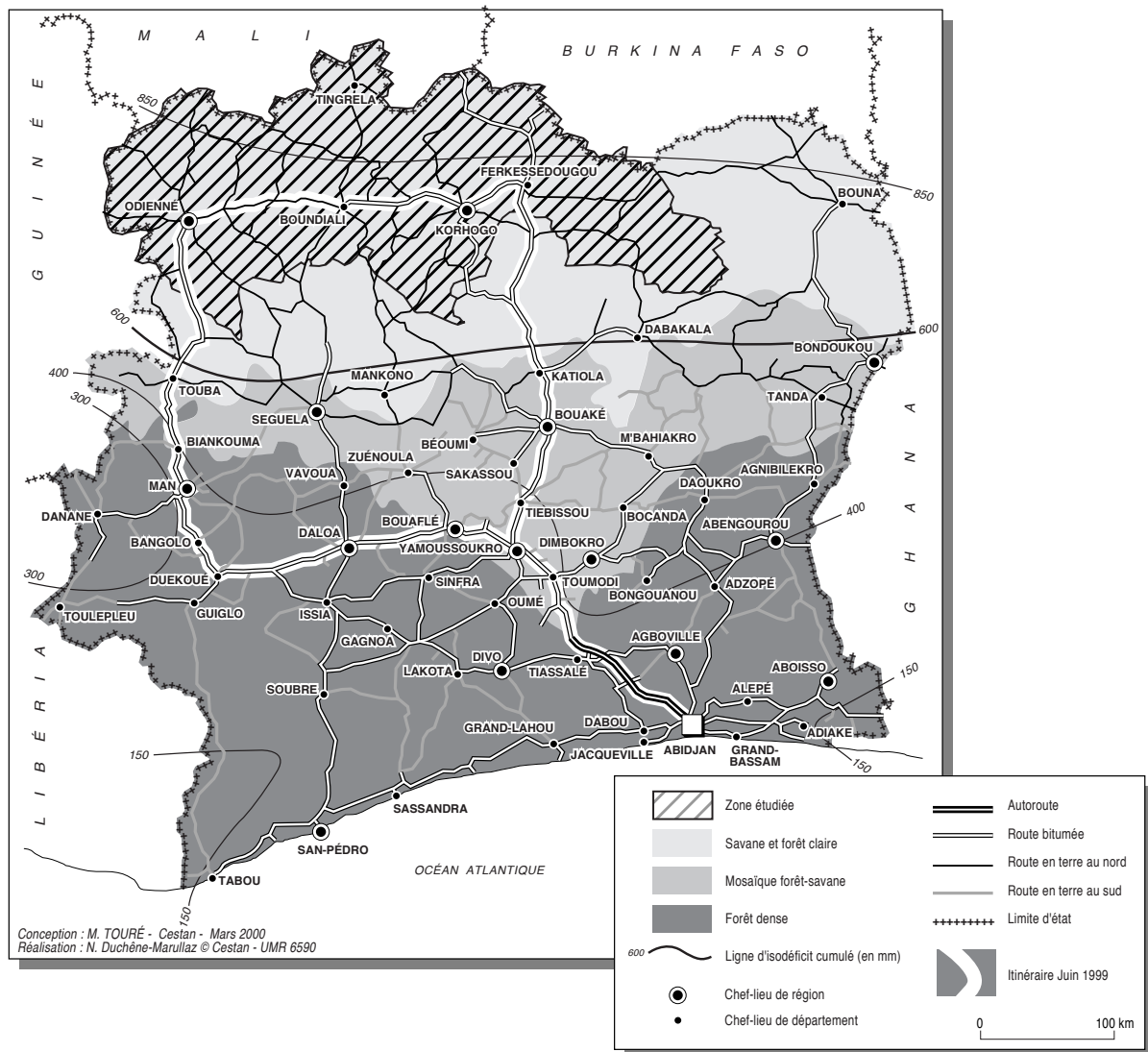
Cette réflexion porte sur le développement socio-économique dans le Nord ivoirien (Fig. 1). L'analyse présentée s'appuie sur le terrain de thèse de Mamoutou Touré et s'inscrit dans le cadre des accords de coopération entre les Universités de Nantes et de Cocody en Côte d'Ivoire. Cet article décrit les difficultés internes et externes actuelles du pays et les conséquences au niveau régional à partir de l'exemple du Nord ivoirien. Nous faisons ensuite un gros plan sur cette région en insistant sur des indicateurs classiques de développement comme le niveau de scolarisation primaire et secondaire, les infrastructures sanitaires routières et certains paramètres du système agricole. Enfin, nous soulignons l'influence de la métropole abidjanaise dans les disparités régionales et certains de ses contrastes urbains.

### I - LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE IVOIRIEN ET LA PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

#### A - Approche des éléments constitutifs du sous-développement ivoirien

La Côte d'Ivoire vit une période instable. La récurrence de la crise universitaire depuis bientôt une décennie, commencée à l'université de Cocody en 1990 et qui a gagné l'ensemble des centres universitaires du pays (Bouaké, Daloa et Korhogo) est l'un des signes révélateurs de ce malaise. Cette crise atteste que les années fastes du "miracle ivoirien" sont bien loin aujourd'hui. Depuis 1985, le pays le plus prospère d'Afrique de l'Ouest s'enfonce dans la crise économique. Les conséquences de la libéralisation de l'économie au profit du privé et des rigueurs budgétaires imposées par les principaux bailleurs de fonds (Banque mondiale, Fonds Monétaire International), se font sentir. Pour ces institutions financières, la lutte contre la pauvreté est devenue, avec la bonne gouvernance, l'une des priorités tant au niveau international que national. C'est ainsi que l'Organisation des Nations

Unies lance le concept de « développement humain » que vulgarisent ses institutions spécialisées comme le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le développement humain est basé sur l'idée selon laquelle les choix politiques ne doivent plus être dominés par le seul souci de la croissance économique. Le succès ou l'échec de celle-ci doit se mesurer à l'aune de la progression du PIB et plus encore au bien-être des populations. Aujourd'hui, cette nouvelle vision élargie du développement influence fortement les négociations avec les institutions financières pour les politiques de développement. Le PNUD publie depuis 1990 un rapport annuel sur le développement humain à l'échelle mondiale. Trois critères (l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le revenu) permettent de calculer un indicateur composite de développement humain ou IDH. Dans les classements établis par le PNUD sur cette base, la Côte d'Ivoire occupe une position peu honorable (145<sup>e</sup>) selon les statistiques mondiales en 1995 derrière des pays comme le Burkina Faso et le Bénin.



**Fig. 1 : Itinéraires des recherches en Côte d'Ivoire, réseau routier et milieux naturels**

Sous les auspices des bailleurs de fonds, une politique de rigueur dans les dépenses publiques a été appliquée à la Côte d'Ivoire avec des mesures concrètes en faveur des plus démunis. Mais les résultats ont été jugés insuffisants : les bienfaits de la croissance retrouvée profitent d'abord aux riches et aggravent les inégalités sociales. Dans un rapport publié en juin 1997 sous le titre "La pauvreté en Côte d'Ivoire, cadre d'action", la Banque mondiale s'interroge sur la portée des stratégies adoptées. Elle relève un déséquilibre entre les objectifs premiers du plan national de lutte contre la pauvreté en

cours (réduire la part de la pauvreté absolue de 10 % en 1995 à 5 % en 2002, et faire passer la pauvreté relative de 37 % à moins de 25 % en 2002) et les premiers résultats<sup>(1)</sup>. Le rapport met l'accent sur l'inégale répartition des ressources dans le domaine de la santé et de l'éducation. 11 % seulement des dépenses publiques de santé ont profité aux 20 % les plus pauvres alors que les 20 % les plus aisés ont bénéficié de plus de 30 % de ce poste budgétaire. En 1995, 14 % des dépenses publiques d'éducation ont bénéficié au quintile (soit 20 %) le plus pauvre de la population contre plus de 35 % pour la catégorie aux revenus les plus importants. Le document soutient que "la Côte d'Ivoire est l'un des pays les plus développés d'Afrique, et qu'elle dépense davantage que la moyenne pour la santé et l'éducation, à la fois par rapport à son PIB et *per capita*. Pourtant, les résultats obtenus dans les domaines de la santé et de l'éducation restent globalement inférieurs à ceux de pays comparables" (Jeune Afrique n° 1946, 1998, p. 63). En plus de ces déséquilibres, le rapport souligne l'existence des "laissés-pour-compte" des statistiques représentant environ 1,5 million de personnes particulièrement vulnérables : les enfants de la rue, les victimes du SIDA (9,8 % de la population adulte) et les handicapés (5 % de la population). En clair, les investissements dans les ressources humaines ne touchent pas tous les Ivoiriens et ne favorisent pas une croissance forte et durable ni le recul de la pauvreté.

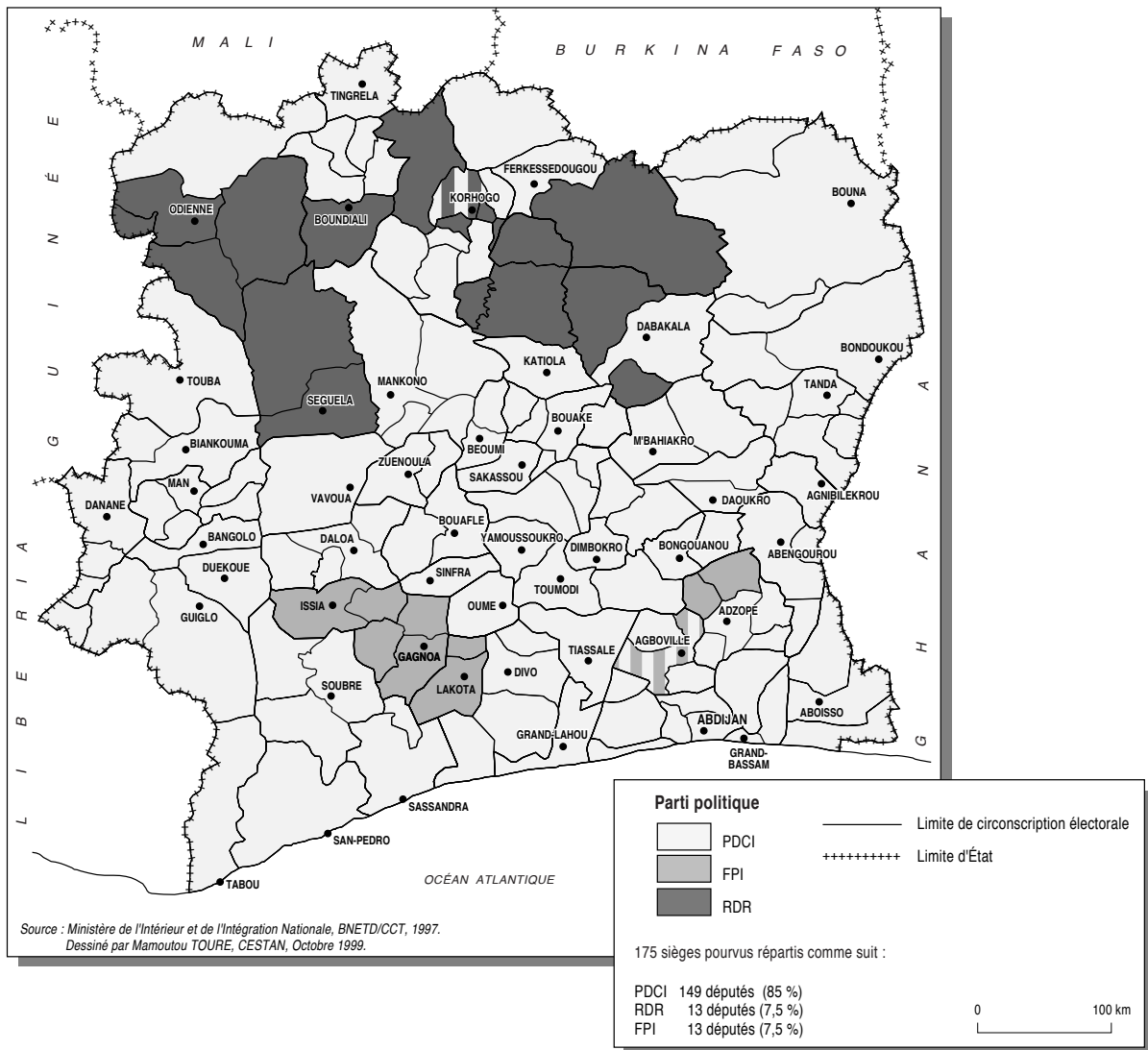
Plus graves, les domaines sociaux comme le reste de l'économie demeurent à la merci des fluctuations des cours des principaux produits de rentes, sources des devises essentielles pour le pays. Le café, le caoutchouc, l'huile de palme, l'ananas, le coton (principale production du Nord ivoirien) et surtout le cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial (avec 40 % de la production), ont vu leurs prix baisser continuellement depuis le milieu des années quatre-vingt. En conséquence le pays qui s'est lourdement endetté pour se développer est aujourd'hui étranglé. Chaque année, la moitié du budget de l'État est utilisée pour payer les intérêts des 9 000 milliards de FCFA (90 milliards de FF) de la dette extérieure. Dans ces conditions, le développement économique est au point mort. Pire, le niveau de vie des Ivoiriens a fortement baissé, en particulier depuis la dévaluation de 50 % du FCFA, en janvier 1994.

Aujourd'hui, même si la croissance est de nouveau au rendez-vous et qu'Abidjan se veut la vitrine de l'Afrique qui bouge, les lumières de la ville et la frénésie de consommation des nantis ne parviennent pas tout à fait à cacher les pauvres de la croissance retrouvée. Il y a d'abord tous ceux qui, depuis les cinq dernières années, ont perdu leurs emplois dans la fonction publique comme dans le secteur privé pour cause de restructuration des entreprises et de privatisation. Les préretraités ont été poussés vers la sortie avec un mince pécule. Tout aussi pauvres sont ceux qui ont un emploi mais dont le salaire est inférieur à 70 000 FCFA (700 FF). Ils ont du mal à s'offrir un logement décent et un compteur SODECI (eau). Ils ont recours à la générosité de parents mieux lotis pour scolariser leurs enfants. En ville, les problèmes de logement, d'hygiène, de santé sont de plus en plus aigus et la moitié des quinze millions d'Ivoiriens vit à présent dans un centre urbain. Toutefois, la pauvreté n'est pas seulement localisée en ville, le monde rural n'est pas logé à meilleure enseigne. Si les planteurs de la riche zone forestière vivent correctement, c'est loin d'être le cas des paysans du Nord de la Côte d'Ivoire.

## **B - Le Nord ivoirien dans la tourmente des difficultés actuelles de la Côte d'Ivoire**

Au Nord, la production du coton, principale source de revenus des paysans, reste dans la ligne de progression observée depuis quelques années : de 360 000 tonnes en 1998-1999, la production pour la campagne 1999-2000 est estimée à 400 000 tonnes avec un rendement de 1 338 kg à l'hectare, le meilleur en Afrique en culture pluviale. Pour autant, leurs efforts ne sont pas récompensés à leur juste valeur. La répercussion de la baisse internationale des cours de "l'or blanc" (au plus bas soit 650 FCFA), sur le prix payé au producteur est visible (le prix du coton graine de première qualité est passé de 200 FCFA en 1999 à 175 FCFA en février 2000). La dégradation des relations entre la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT) et les organisations professionnelles agricoles (OPA) sont représentatives des tensions sur place. En outre, ici les mécontentements vis-à-vis du pouvoir central sont nets. Les populations du Nord ivoirien (32 % de la population) s'estiment marginalisées. Leurs revendications furent énoncées dans un manifeste anonyme paru en 1992 appelé "Charte du Nord" dans lequel on retrouve les thèmes classiques du nationalisme régional. Ce

document exprime l'amertume et la déception des "nordistes" à l'égard du régime politique trentenaire du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) auquel ils avaient été fidèles sans contrepartie conséquente. Ils dénoncent le traitement méprisant de leur religion, l'islam, par rapport aux Catholiques, leur faible représentation dans les postes clés de l'État et surtout l'absence d'investissements économiques et sociaux d'envergure dans leur région. Les auteurs du texte appellent les nordistes à un réveil salutaire, qui passerait par le soutien au Premier ministre Alassane Ouattara afin qu'il puisse succéder à Félix Houphouët-Boigny. Depuis la mort de celui-ci le 7 décembre 1993, la rivalité entre Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara a officialisé la fracture entre les anciens alliés du PDCI et renforcé la volonté des nordistes de conquérir le pouvoir avec la création d'un nouveau parti, le Rassemblement des Républicains (RDR). La carte des consultations électorales de 1995 (Fig. 2) illustre bien cette politisation de la base ethnique et régionale. Si le Front Populaire Ivoirien (FPI, gauche) a tenté de constituer son électorat au-delà des clivages régionaux, le RDR recrute essentiellement dans le Nord, anciennement l'un des bastions du PDCI. Sur le terrain, cette cohabitation politique divise les fils de la région. Les affrontements sont fréquents entre les adversaires politiques et ont abouti à l'incendie de la préfecture d'Odienné aux élections de 1995 et au saccage récent (novembre 1999) de celle de Korhogo.



**Fig. 2 : Résultats des élections législatives en Côte d'Ivoire**  
26 novembre 1995

La question du développement reste donc centrale pour la Côte d'Ivoire. Certes, longtemps considérée comme modèle de stabilité politique au sein d'un continent qui en est tant dépourvu, elle sombre dans le surendettement et la crise économique. Malgré le contexte multipartite depuis 1990, la démocratie au bout d'une décennie a du mal à trouver ses marques.

## II - LA RÉGION ÉTUDIÉE, LE DÉVELOPPEMENT À PARTIR DE L'ANALYSE DE QUELQUES INDICATEURS ET L'ÉTAT DES STATISTIQUES

### A - Présentation générale du Nord ivoirien

La zone d'étude fait partie du Nord ivoirien<sup>(2)</sup> qui correspond à l'ensemble des localités qui s'étendent au-delà du 8<sup>e</sup> parallèle à partir d'une ligne Ouest-Est qui coïncide à peu près à l'axe Touba-Séguéla-Katiola-Bondoukou jusqu'aux frontières burkinabé-malienne. Sur la nouvelle carte administrative<sup>(3)</sup>, elle est constituée de quatre grandes régions qui sont d'Ouest en Est : les régions du Denguelé et du Worodougou (Nord-Ouest), la région des Savanes (Nord) et celle du Zanzan (Nord-Est). À ces quatre régions, il faut ajouter la partie septentrionale de la région de la Vallée du Bandama jusqu'au niveau de Katiola. Au plan bioclimatique, les limites ainsi définies se calquent sur le Nord de la ligne d'isodéficit hydrique cumulé de 600 mm recouvrant approximativement les savanes soudanaises hormis celles du secteur préforestier du "V Baoulé" et des savanes prélagunaires sur le littoral (Fig. 1).

Au plan morphologique, c'est un paysage ouvert dominé par des plateaux parsemés d'inselbergs granitiques appelés plateaux du Nord. Ce paysage se poursuit presque identique, avec des modifications insensibles jusqu'à l'extrême Nord du pays, alors que le climat devient tropical avec deux saisons bien tranchées : un climat de type subsoudanais entre 600 et 850 mm qui devient au-delà de 800 mm, soudanais et se fait plus rigoureux ; chaque secteur présentant une végétation type. À cette uniformité d'ensemble du paysage et du climat s'opposent d'importantes variations saisonnières. La saison sèche peut durer de sept à huit mois et l'harmattan peut souffler pendant une période de trois à six mois. À la limite septentrionale ouest de ce grand ensemble, la région d'étude couvre deux grandes régions correspondant à cinq départements à savoir les départements d'Odienné (Région du Denguelé), Boundiali, Tingréla, Ferkessedougou et de Korhogo (Région des Savanes).

De nombreuses actions et programmes de développement initiés par l'État au début des années soixante-dix y ont favorisé le décollage socio-économique, mais l'écart avec le Sud et le littoral reste assez net. Les populations y sont moins denses que dans le reste du pays (exceptée la "nébuleuse Senoufo" où la densité par endroits dépasse 70 habitants au km<sup>2</sup>) ; en 1998 la densité moyenne de la population dans les sous-préfectures du Nord ivoirien est de 21 habitants au km<sup>2</sup>, donnant par endroits l'impression de vide humain. Ce sous-peuplement apparaît nettement dans le pays Malinké avec moins de 10 habitants au km<sup>2</sup> dans les sous-préfectures importantes comme Tienko, Séguélon et Dioulatiédougou. Autour d'Abidjan par exemple, notamment à Grand-Bassam et Jacqueville on dénombre respectivement 91 et 81 habitants au km<sup>2</sup>. Les densités dans la majorité des départements sont comprises entre 30 et 50 habitants au km<sup>2</sup> et même plus. Le pays Senoufo avec une moyenne de 23 habitants au km<sup>2</sup> est également concerné par le dépeuplement ; actuellement "la nébuleuse Senoufo" autrefois surchargée se vide ; et c'est surtout dans le monde rural que les migrations vers d'autres terres arables plus au sud sont importantes (Fig. 3). Le pays Malinké se dépeuple toujours malgré une démographie en évolution avec un taux d'accroissement de 2,1 % en 1998 dans le département d'Odienné. Cela s'explique par la mobilité des Malinké, ethnie à forte tradition commerciale contrairement aux Senoufo plus agriculteurs. Cette importante migration, qui reste un cas d'école, se traduit par leur présence partout en Côte d'Ivoire avec une forte implantation en zone forestière. Selon J.-C. Arnaud (1987) « les Malinké constituent la première ethnie migrante en valeur relative, 60 % en dehors de l'aire ethnique ». Les taux d'accroissement négatifs de certaines sous-préfectures comme Minignan (- 0,01 %) et Samatiguila (-1,74 %) confirment bien cette tendance. Les localités demeurent modestes. Seule la ville de Korhogo avec environ 413 000 habitants<sup>(4)</sup>, assure une polarisation de cet ensemble grâce à la présence de directions régionales des principaux ministères, des sociétés (publiques et privées) de développement.

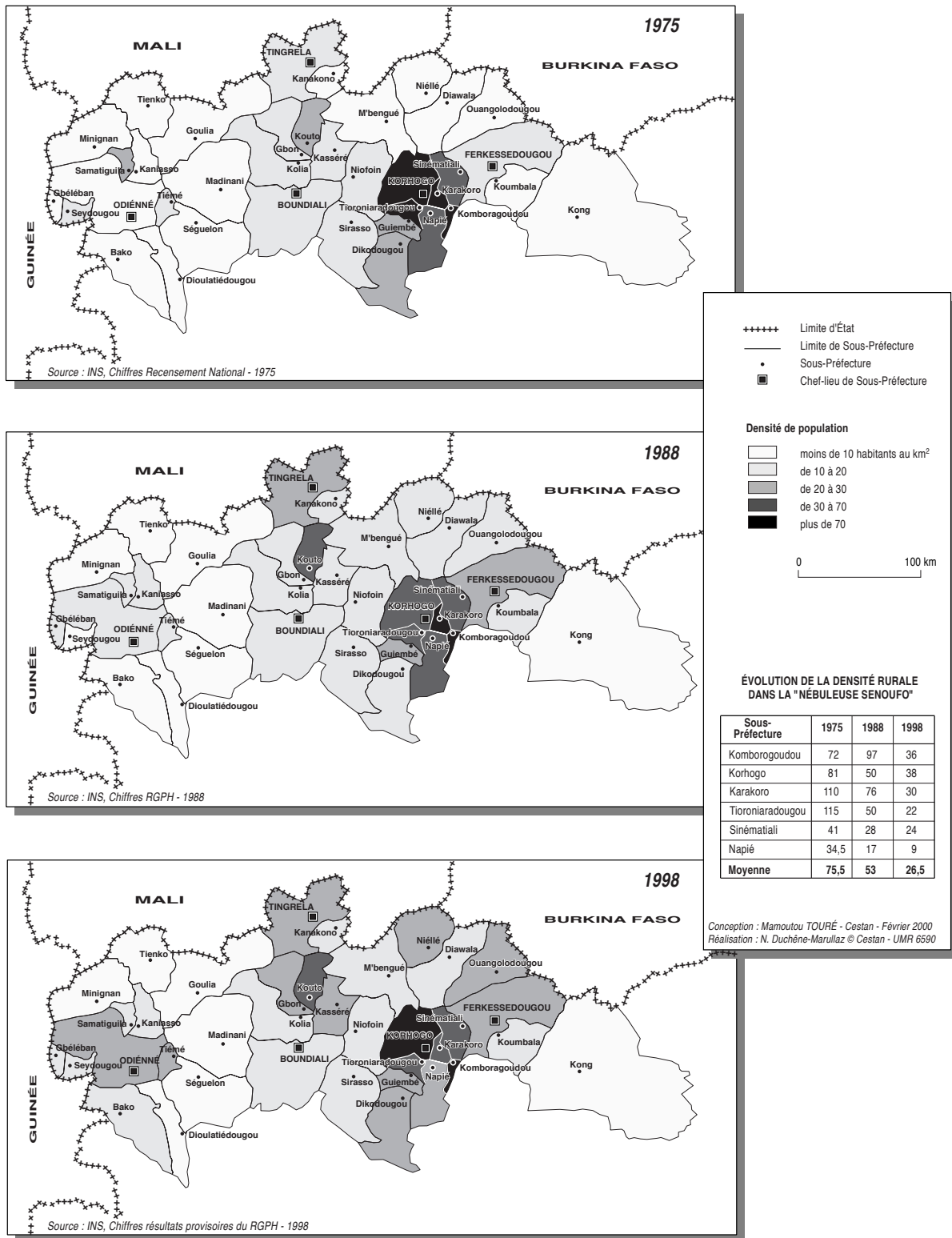


Fig. 3 : Évolution des densités de population dans les sous-préfectures du Nord-Ouest ivoirien

## **B – Aperçu du développement au Nord-Ouest à travers quelques indicateurs de mesure**

La Côte d'Ivoire dispose d'informations statistiques inspirées du système administratif français. À l'heure actuelle, la tendance est à l'informatisation de ces données aussi bien dans les directions centrales à Abidjan que dans les principales unités administratives (régions, départements, sous-préfectures et communes). Toutefois, de nombreuses contraintes n'en permettent pas un usage systématique. Par ailleurs, la libéralisation en marche, remet en cause la couverture statistique nationale au profit d'informations d'entreprises plus morcelées et moins homogènes qu'autrefois, par exemple pour les productions agricoles et les structures d'exploitation.

Pour caractériser ces régions périphériques du Nord ivoirien par rapport à l'ensemble du pays, le travail en cours utilise de multiples variables (notamment des secteurs productifs et sociaux) de ces données nationales afin de brasser tous les faits géographiques ainsi que les interactions qui en découlent. Cependant dans le cadre de cette analyse, nous insisterons sur quelques critères de développement ou d'évolutions classiques comme ceux qui sont relatifs à l'éducation, à la santé, à l'état des infrastructures routières, facteur d'ouverture ou d'enclavement économique et social. Enfin l'agriculture qui reste la base du développement socio-économique de ces régions du Nord-Ouest fournira quelques indicateurs pertinents.

### *1 - Éducation et alphabétisation*

L'éducation et le niveau de formation restent des indicateurs pertinents puisque la population est de plus en plus jeune. Selon les dernières estimations, 49 % de la population ivoirienne aurait moins de 15 ans, alors que 25 % d'entre-elle est âgée de 15 à 29 ans. Pour l'ensemble de la population ivoirienne, 40 % serait alphabétisée, 25 % aurait suivi un enseignement primaire et moins de 1 % une formation supérieure (chiffres du monde-1998 Encyclopédie Universalis). Le système ivoirien dispose d'une structure "Éducation nationale" qui rappelle l'organisation française. La direction centrale basée à Abidjan est représentée au plan régional (Odienné et Korhogo) par des services de statistique et de planification, ce qui permet de disposer de statistiques régionales. Depuis la généralisation du projet d'immatriculation des élèves en 1998, ces services avec l'aide des bailleurs de fonds ont été dotés d'ordinateurs. Au niveau d'Odienné, la Direction Régionale a fourni un ordinateur et deux autres postes sont arrivés sous forme de don (BAD et PARMEN). Ce nouveau matériel informatique a permis la création d'une base de données au niveau régional. Les données, dont les trois quarts sont fournies par les "fiches de recensement annuel des établissements" du primaire et du secondaire conçues pour les besoins du projet d'immatriculation, ont été saisies et traitées.

Tous les départements du Nord, à l'image de celui d'Odienné, se ressemblent ; ce sont des zones assez pauvres en éducation. Odienné avec 13 sous-préfectures a seulement une inspection d'enseignement primaire (IEP) alors qu'en principe, chaque sous-préfecture devrait avoir une inspection primaire. Pour l'année scolaire 1998-1999, l'IEP comptait 159 écoles primaires avec 21 023 élèves dont 7 641 filles, 576 classes pédagogiques tenues par 563 maîtres. Le taux de scolarisation est l'un des plus bas du pays, environ 35 % (équivalent de celui de Boundiali 33 %) et celui des filles est compris entre 21 et 24 %. 2 624 élèves ont été présentés au CEPE et à l'entrée en sixième (soit un dixième des effectifs). Environ 1 000 sont admis en sixième soit l'équivalent de 20 classes de sixième, chiffres encore bien faibles. À Korhogo, la réalité est la même. Selon les services de la planification, 281 000 enfants avaient l'âge d'aller à l'école en 1999 ; mais, seulement 66 000 élèves sont inscrits, soit 24 % des enfants scolarisables et seulement 19 % de filles. La faiblesse des effectifs entraîne aussi la pénurie des enseignants (le niveau d'encadrement à Korhogo est de un instituteur pour 40 élèves) et l'on s'efforce de travailler avec des classes à plusieurs niveaux.

Le département d'Odienné compte huit établissements secondaires, 6 publics et 2 privés. L'effectif global de la sixième à la terminale est de 4 912 élèves dont 1 408 filles et représente celui d'un grand lycée du Sud. Par exemple, le lycée de Gagnoa avait en 1992, environ 6 012 élèves et en 1998 cet effectif est de l'ordre de 14 800 élèves. Les effectifs sont donc dans l'ensemble faibles. Le taux de scolarisation est également faible dans la région. Il est de 36 % et loin des normes nationales. Dans la

zone d'Abidjan, il est compris entre 92 et 95 % et à Bouaké (75 à 80 %). Le taux de scolarisation des jeunes filles est encore plus bas : 29 % (4 912 garçons pour 1 408 filles) au niveau du secondaire.

Les contraintes culturelles comme pour l'ensemble de la Côte d'Ivoire expliquent cette discrimination au niveau des filles. Au Nord, la religion musulmane a une forte influence. Dans le choix des enfants à scolariser, la jeune fille est systématiquement écartée et inscrite à l'école coranique (de plus en plus nombreuses) afin d'y apprendre les rudiments de la prière pour son futur foyer. Celles qui ont eu la chance d'être scolarisées sont retirées des classes à la puberté. L'État affecte prioritairement des institutrices pour valoriser le rôle des femmes à l'école ; quelques slogans sur les frontons d'écoles comme "un garçon à l'école une fille aussi" rappellent la nécessité de la scolarisation des enfants en insistant sur l'importance de la formation des jeunes filles.

Il existe aussi de nombreux freins économiques comme la cherté des fournitures de base (manuels et cahiers). Le budget consacré à l'achat des livres et cahiers est élevé, quel que soit le niveau d'enseignement. À l'échelle du pays, il englobe à peu près la moitié (48 %) du total des dépenses effectuées pour un élève en classe de CM2, et il est largement supérieur à ce chiffre pour les élèves en classe de troisième (66 %) ou de terminale (75 %). Les parents d'élèves opèrent donc des choix dans l'achat des manuels de leurs enfants à la rentrée scolaire. En 1998, à Korhogo comme à Odienné moins de 15 % des élèves possèdent la totalité des manuels, plus de la moitié possèdent une partie des manuels et environ 29 % vont en classe les cartables vides contre 22 % au plan national. Si l'argument tiré du poids de la culture de l'oralité des sociétés traditionnelles ivoiriennes était utilisé pour expliquer cette situation, aujourd'hui les problèmes financiers des parents semblent mieux expliquer la défection partielle par rapport aux manuels scolaires. Les parents achètent les manuels en privilégiant les manuels se rapportant aux disciplines jugées essentielles qui sont par ordre d'importance : les mathématiques (59 %), l'anglais (58 %), les sciences physiques (44 %) et le français (42 %).

Les difficultés de transport à la saison des pluies lorsque les pistes largement dominantes deviennent impraticables sont aussi évoquées. Seuls les centres urbains disposent d'établissements secondaires et les ruraux ne peuvent y accéder que très rarement. En outre, ceux qui y sont scolarisés et qui n'ont pas de tuteur ne peuvent pas regagner leur domicile à midi ; beaucoup ne déjeunent pas ou se contentent de quelques galettes, à défaut de mangues. Même les enfants qui ont la chance d'être scolarisés dans leur propre village sont confrontés à ce problème ; pendant les travaux champêtres, les parents sont partis au champ et ils ne trouvent personne pour leur donner à manger. La construction de cantines en cours améliorerait leur santé et leur bien-être.

La sous-scolarisation est aussi justifiée ici par des considérations d'ordre socio-économique. Les enfants autant que la femme constituent pour la famille une main-d'œuvre appréciable ; par conséquent, ils sont utilisés pour la production immédiate. De ce fait, pour les élèves de ces régions Nord, la fréquentation scolaire est liée aux contraintes culturelles. En pleine saison des travaux champêtres, les classes dont le taux d'occupation est déjà faible (38 élèves par classe) se vident et moins de 40 % des inscrits continuent à suivre les cours. Le fait est que les enfants sont retirés des écoles pendant la période des travaux champêtres. Le Secrétaire Général de l'Éducation Nationale et de la Formation de Base d'Odienné donne l'exemple d'un paysan qui vient demander à l'instituteur en cours de libérer son fils aîné en classe de CM2 pour l'aider au champ et propose en lieu et place le cadet qui n'est pas encore scolarisé. Pour remédier à ce problème, les enseignants et les services concernés sont convaincus des bienfaits d'une stratégie qui consistera à faire des programmes intensifs sur les deux premiers trimestres (octobre à mars) correspondant à la période de soudure, pour terminer les programmes avec les élèves avant le mois de juin, début de la saison pluvieuse annonçant les travaux au champ.

Au-delà des chiffres, accessibles avec un certain nombre de difficultés matérielles ou administratives, la question du développement et de la scolarisation nécessiterait des enquêtes plus fouillées auprès des classes, des élèves et de leurs parents, ce qui n'est pas simple en Côte d'Ivoire. Les jugements des responsables locaux sont assez contrastés au-delà des référents de base de la sous-scolarisation. Certains estiment que la situation de la scolarisation dans le Nord est meilleure que dans les zones urbaines du sud (classes moins chargées etc.) Pour eux les problèmes sont plus des problèmes



familiaux et culturels, les familles surtout Senoufo consacrant plus d'argent à organiser des enterrements dispendieux qu'à l'éducation des jeunes.

À l'autre bout de la pyramide de la formation, l'enseignement supérieur a retenu l'attention des services de l'État, puisqu'une nouvelle unité régionale de l'enseignement supérieur (URES), dépendant de l'Université de Bouaké, est installée à Korhogo. Ce centre universitaire n'est pas sans rappeler celui des antennes universitaires délocalisées dans l'Ouest de la France et témoigne de l'influence régionale de la ville de Korhogo. L'enseignement dispensé pour le DUT (Diplôme Universitaire de Technicien) de "gestion agro-pastorale" regroupe 300 étudiants, dans la région pastorale la plus importante du pays. Le but est de former des jeunes capables de gérer une ferme. Les enseignements s'organisent autour de la gestion et de l'économie (60 % des enseignements), mais également autour de l'agro-pastoral (34 %) axé sur l'étude des systèmes de production, des pathologies animales, et des potentiels pédagogiques. Les fichiers de la formation permettent de repérer la provenance géographique et ethnique des étudiants. Les étudiants en fin de cycle (3<sup>e</sup> année) originaires du Nord constituent avec ceux du Centre plus de 75 % des effectifs. En outre, leurs dossiers de demande de stage ont relevé l'existence et la nature de plusieurs entreprises ou services installés dans la région de Korhogo. On y trouve des bureaux d'études et conseil en développement (Bureau de Formation et de Conseil en Développement ou BFCO, CADER), des centres de recherche (CNRA-rech, laboratoire d'écologie), des cabinets privés (Rhône Poulenc, Agro-Ouest Afrique), des spécialistes de l'élevage (cabinets vétérinaires et Bovin Industriel) et des organisations non gouvernementales (ARK-ONG).

## *2 - Conditions sanitaires et encadrement médical*

Les conditions sanitaires et l'encadrement médical constituent un second indicateur du développement régional. Et là aussi, au-delà des tableaux de chiffres et de la présence des équipements, il n'est pas aisé de se faire une idée des réalités ivoiriennes régionales. L'appréciation par les Ivoiriens eux-mêmes est complexe. Sans doute, pour un Européen, les conditions sanitaires sont les plus révélatrices du sous-développement africain. Le mot est utilisé le plus souvent pour évoquer des situations de manque et d'insatisfaction si fréquentes dans les pays africains. Mais ici, le concept de développement prend toute sa relativité car ne prend corps que par rapport au milieu humain, aux structures sociales et à des pratiques collectives. Parler de sous-développement sans références à l'environnement dans lequel s'insèrent les individus est vide de sens dans les sociétés africaines.

Dans les rapports annuels d'activité régionale de la santé, diverses informations statistiques sont utilisables à Odienné (qui gère également les secteurs de Séguéla et de Touba au sud) et à Korhogo. Mais leurs exploitations nécessitent des relevés parfois fastidieux faute de base de données et de la création récente de certaines structures au niveau régional (la Direction régionale de la Santé d'Odienné existe seulement depuis 1995 avec un outillage informatique). Elles semblent toutefois révélatrices des difficultés locales.

Il existe un centre hospitalier régional aussi bien à Korhogo qu'à Odienné. Ces établissements sanitaires manquent toujours cruellement d'équipements et de médecins. Actuellement à Odienné, cinq médecins s'occupent surtout de chirurgie et de pédiatrie, mais aucun ophtalmologue n'est présent, alors que les maladies des yeux sont fréquentes. Tous les petits centres urbains ne disposent pas de centres de soins et certaines sous-préfectures non négligeables n'ont pas de médecin. C'est le cas de celle de Minignan à la frontière malienne, reliée à Odienné par une piste souvent impraticable. Ces difficultés de déplacement à la saison des pluies de juin à novembre aggravent les possibilités d'accès aux hôpitaux et centres de soins.

De plus, les revenus faibles des populations ne favorisent pas la fréquentation des hôpitaux. Elles fréquentent peu les formations sanitaires, ce qui aggrave la mortalité pour les cas les plus graves. À Odienné par exemple, les hôpitaux sont presque vides avec un taux de fréquentation de l'ordre de 16 à 20 % pour une moyenne nationale comprise entre 37 et 40 % ; et dans le département, près de 40 % des accouchements sont encore effectués à domicile. Korhogo est confronté au même problème avec 23 % de fréquentation. Les populations, à forte tradition médicale, préfèrent recourir aux services des

nombreux guérisseurs et matrones traditionnels de la région. La faiblesse des prestations des actes de santé entraîne des difficultés pour le fonctionnement hospitalier car les équipements sont parfois sous-utilisés, et le déficit de fonctionnement est considérable. La pauvreté des populations n'attire pas, bien évidemment, les médecins libéraux qui se concentrent vers les zones plus urbanisées du sud pour faire valoir leur compétence. Le directeur régional du Plan de Korhogo estime que les campagnes seraient presque suréquipées avec 114 dispensaires ruraux pour 103 pays ruraux<sup>(5)</sup> (qui eux-mêmes regroupent 1 205 villages et campements). Ces évaluations contradictoires nécessitent des analyses plus fouillées.

### *3 - Échanges et infrastructures routières*

La vie économique et les échanges passent par l'existence d'un réseau routier ou d'axes ferroviaires. Les routes constituent la trame des transports de marchandises ou des personnes. La Côte d'Ivoire, comparée à certains pays africains, dispose d'un réseau relativement satisfaisant, notamment dans la moitié sud du pays. La route littorale structure le Sud ivoirien et se trouve reliée aux régions de l'intérieur. On estime officiellement, que le réseau routier total est de l'ordre de 70 000 km, mais ce réseau est très contrasté selon qu'il est bitumé ou non (Fig. 1). Seules, en effet, les routes asphaltées assurent un trafic toute l'année, notamment pendant la saison des pluies. Or, 10 % seulement du réseau routier est bitumé et l'autoroute d'Abidjan construite sur moins de 130 km ne rejoint pas encore Yamoussoukro.

Une seule route goudronnée permet de traverser du sud au nord la Côte d'Ivoire en direction du Burkina Faso. La route moderne de l'Ouest ne dépasse pas Odienné et ne relie pas encore le Mali. Les régions du Nord restent encore enclavées car la route Odienné-Boundiali parcourue par les camions de coton n'est pas bitumée. Par contre, les liaisons entre Boundiali-Korhogo et Ferkessedougou sont de bonne qualité. Pour les habitants de ces régions, il existe bien deux saisons : la saison sèche qui permet le déplacement et la saison humide qui transforme les pistes en bourbier. Dans le Nord-Ouest, seules 338 km de routes sont bitumés sur 10 000 km environ. Les deux routes qui permettraient de rejoindre du nord au sud Boundiali à Séguéla ou à Bouaflé ne sont toujours pas bitumées malgré les promesses. Le désenclavement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire reste encore à faire pour favoriser les échanges de marchandises, la commercialisation des produits agricoles et les déplacements des personnes, en particulier pour l'accès à l'éducation et aux structures sanitaires. Les transports se font même sur les pistes, ce qui pose le problème de leur entretien. L'état des routes est aggravé par la surcharge des camions dont aucun ne respecte les règles théoriques de charge ou de vitesse. Aussi, les nids-de-poule et les ornières ponctuent les itinéraires, aggravant les conditions de sécurité. Les bas-côtés sont parsemés de véhicules accidentés, y compris le long des routes modernes. Pour les responsables locaux, la question de l'entretien régulier du réseau routier reste entière et soumise aux aléas budgétaires et politiques.

L'évolution vers une privatisation des services publics ne fait qu'aggraver les choses. Si le réseau ivoirien est plutôt de meilleure qualité que celui des pays africains, il risque de se dégrader rapidement. Les communes financent la construction des routes avec le soutien des finances publiques. Aussi l'augmentation de la dette limitera la possibilité de réalisations nouvelles. La construction et l'entretien des routes modernes se fait traditionnellement par le ministère des Travaux Publics et les grandes sociétés étrangères notamment françaises, ce qui assure une bonne qualité technique. L'entretien du réseau est à présent largement concédé à des sociétés privées, ce qui pose de multiples problèmes de régularité et de fiabilité, alors que le trafic en camions surchargés se développe. Par ailleurs, de nombreuses routes ont été ouvertes par les forestiers pour relier les campements aux routes principales et aux villages. Si le réseau routier officiel est de l'ordre de 70 000 km, c'est donc en réalité plus de 100 000 km qui sont utilisés dans des conditions difficiles, ce que dénoncent les responsables.

### *4 - Évolutions agricoles*

Dans ces régions du Nord ivoirien, l'agriculture et l'élevage forment la base de la richesse économique. L'élevage est alimenté par la transhumance des pays du nord : Mali et Burkina Faso. À la saison sèche, les troupeaux descendent vers le sud à la recherche de pâturages. Les dégâts sur les cultures entraînent un réel mécontentement des agriculteurs locaux et avivent les tensions, car des

arrangements qui s'apparentent à des droits de passage existent entre éleveurs Peul et administration ivoirienne. Au début de la saison des pluies en juin, les troupeaux remontent vers le Nord.

Les cultures vivrières sont constituées par la riziculture installée dans les fonds les plus humides. Ce riz est auto-consommé à 60 %, mais c'est le maïs et l'igname qui assurent la base de l'alimentation avec secondairement le sorgho. Le développement agricole s'est fait à partir des années soixante-dix, lors du voyage du Président Houphouët-Boigny en 1974. La réussite économique ivoirienne fondée sur la culture du café et du cacao au sud, a permis des transferts d'investissements vers le Nord : développement de la culture et de la commercialisation du coton, implantation à l'est du complexe sucrier autour de Ferkessedougou. Si les cultures d'exportation ont été avantagées, la construction de barrages abreuvoirs a également favorisé l'élevage et certaines cultures vivrières.

Le développement de la culture du coton est révélateur des transformations agricoles du Nord et la CIDT a été l'un des outils de ce développement, achetant et commercialisant le coton. Ce développement s'est fait dans un cadre étatique avec des défrichements réalisés par l'État. Celui-ci garantissait une certaine régularité des prix en cas de baisse des cours. Par ailleurs, les GVC (Groupements à Vocation Coopérative) encadrent les planteurs, avec un système de précomptes au moment de la récolte, retenant au passage des sommes destinées aux équipements sociaux : électrification, pompes villageoises, etc. Si la production du coton était déjà présente à l'époque coloniale, elle connaît une réelle croissance au milieu des années soixante-dix. La CIDT assure la fourniture d'engrais et de pesticides tout en favorisant la fumure organique. Elle favorise le développement de la culture attelée, les semis se réalisant au début de la saison des pluies. Ce coton est un coton pluvial, avec un rendement de 1,4 tonne à l'hectare. Ce sont des variétés à fibre moyenne et il est exporté à 80 %. La CIDT a joué, jusqu'à présent, un rôle central et dispose à ce titre de statistiques très précises sur les vingt dernières années, à la fois sur les cultures de coton et sur la plupart des cultures vivrières. Ces statistiques alimentent en fait les statistiques agricoles régionales. C'est toutefois une autre structure, l'ANADER<sup>(6)</sup> qui s'occupe de tous les agriculteurs qui ne font pas du coton.

La situation va évoluer très vite, puisque sur recommandation du FMI, la Côte d'Ivoire doit privatiser son économie à marche forcée. Ainsi, la CIDT se trouve partagée en trois ensembles : un ensemble en économie mixte et deux autres tiers rachetés par les groupes internationaux Reinhardt et Aiglon-Bolloré. Le premier groupe contrôle les productions du Nord-Ouest, Odienné et Boundiali, le reste est contrôlé par l'autre groupe. La période de transition doit être terminée à la fin 2000, la CIDT restant société de conseils et de commercialisation. Les usines de fabrication sont dirigées par les groupes privés. Au-delà des conséquences économiques et sociales de ces transformations qu'il est encore difficile d'apprécier, ces nouvelles structures indépendantes rendront plus difficile la collecte de données sur cet ensemble du nord.

Dans ce Nord ivoirien, les villes petites ou moyennes concentrent l'essentiel des équipements scolaires et sanitaires, regroupent les services administratifs et ont vu se développer des marchés plus ou moins importants comme à Korhogo petite capitale régionale. Le réseau électrique y est présent ainsi que l'eau courante. Pourtant, les voiries, les trottoirs, les espaces publics traduisent un très mauvais entretien. Si les voies principales sont à peu près bitumées, le revêtement a tendance à se dégrader, alors que le trafic automobile s'accroît. Le soir, l'éclairage laisse à désirer, même en plein centre-ville. Cette situation est sans doute différente dans la nouvelle capitale de Yamoussoukro où les investissements officiels ont permis l'installation de voiries surdimensionnées et d'un éclairage plus efficace. La basilique apparaît à la périphérie de la ville et ses abords sont remarquablement entretenus. On perçoit bien la volonté des autorités et autrefois du président fondateur Félix Houphouët-Boigny de rééquilibrer le développement ivoirien vers le Centre.

### **III - ABIDJAN : INFLUENCE ET CONTRASTES**

L'agglomération d'Abidjan offre un tout autre aspect. Son développement multiforme influence l'ensemble des évolutions régionales ivoiriennes. Elle reste le lieu privilégié de migration de l'espace

ivoirien et le centre des décisions politiques et administratives. Elle est devenue l'une des grandes villes de l'Afrique Occidentale. Mais on est frappé par les contrastes urbains qui portent les stigmates des fluctuations économiques du développement ivoirien. C'est ainsi que le centre ville tente de ressembler aux CBD des villes américaines par la construction de ces gratte-ciel de toute architecture et de toutes dimensions. Ce site est remarquablement valorisé par son cordon lagunaire dont une partie entoure le plateau ; ce qui a valu à Abidjan l'appellation bien connue de "Perle des lagunes". Cette capitale africaine qui se veut moderne s'est dotée d'infrastructures efficaces. Les axes autoroutiers structurent les différents quartiers, du nord au sud et de l'est à l'ouest, d'où sort la seule autoroute régionale. Le pont Général de Gaulle a doublé le pont plus ancien "Félix Houphouët-Boigny". Ces axes routiers qui traversent la ville de part en part sont largement saturés le matin et le soir surtout aux heures de pointe, favorisant les pollutions urbaines.

La population d'Abidjan dépasse les deux millions d'habitants, mais offre de grands contrastes urbains. À la proue du quartier de Cocody, l'hôtel Ivoire symbolise par son site et son architecture la réussite économique des années de prospérité. C'est également là, à l'est de ce quartier, que s'est installée l'université. Abidjan comme toutes les grandes villes africaines exprime la violence des contrastes sociaux, aggravés par la crise économique actuelle, la faillite des finances publiques et la baisse des revenus. La prospérité économique d'autrefois a attiré de nombreux Ivoiriens, mais également les immigrés des pays limitrophes comme ceux du Mali ou du Burkina Faso. Cette population immigrée qui est devenue un problème politique en Côte d'Ivoire s'accumule dans les quartiers d'habitat spontanés, rejetés dans les zones humides et insalubres que ce soit sur les franges de Marcory ou au long de la baie du Banco en contrebas des axes routiers. Les conditions d'habitat et d'hygiène y sont déplorables avec les dépôts de déjections humaines dans les rues (certains chercheurs ont utilisé le terme de « péril fécal » pour caractériser ce phénomène).

Les secteurs d'urbanisation plus contrôlés et organisés, disposant de l'eau et de l'électricité avec un habitat en dur où vivent les Ivoiriens ayant un emploi plus régulier, portent également les stigmates du sous-développement. Les rues et les lieux publics traduisent la faiblesse des budgets communaux et le désintérêt pour les équipements collectifs. Dans les quartiers les plus défavorisés, le réseau d'assainissement est souvent absent et les rues ne sont goudronnées que pour les voies principales. La qualité de l'eau distribuée laisse bien évidemment à désirer, aggravant les conditions sanitaires. Les responsables des administrations et services rencontrés dans les petites villes ou villes moyennes du Nord-ouest de la Côte d'Ivoire ont sans doute raison de considérer que leurs conditions de vie sont meilleures que dans la capitale ivoirienne même si les emplois sont plus rares.

L'attraction de la capitale économique s'appuie toutefois sur cette masse de populations qui favorise le développement des "économies cachées" qui représentent plus de 60 % des activités dans la majorité des 10 communes d'Abidjan. Il s'agit des activités informelles notamment de nombreux petits métiers de l'artisanat de rue où la débrouillardise stimule les initiatives privées. Les services de proximité pallient l'incurie des services publics comme les boutiques téléphoniques privées d'où l'on peut communiquer avec la Côte d'Ivoire et très souvent avec l'étranger, d'où l'on peut, de plus en plus souvent, envoyer ou recevoir des téléfax et où l'ordinateur et Internet font une entrée rapide, source de profit pour les plus astucieux et les plus entreprenants. Les quartiers chics d'Abidjan (Cocody, Riviera, Deux-Plateaux, etc.) présentent une structure urbaine plus occidentale avec des espaces publics et les boulevards sont mieux entretenus. Quelques indicateurs rappellent toutefois les tensions sociales comme l'usage des barbelés ou des tessons de bouteilles sur les clôtures privées. Autour des villas plus cossues, les services de gardiennage, de jour comme de nuit, les systèmes de vidéosurveillance protègent richesse et pouvoir.

On comprend alors pourquoi les habitants des régions du nord-ouest ivoirien s'interrogent sur le rôle de l'État qui fut longtemps omniprésent sous la présidence charismatique d'Houphouët-Boigny. Les demandes appuyées du FMI et des créanciers pour libéraliser l'économie, inquiètent habitants et responsables locaux, car les investisseurs ne sont pas très intéressés par ces pays agricoles appauvris par la baisse des cours mondiaux.

Les aléas politiques peuvent desservir ou servir ces régions du nord, mais risquent également de compliquer la récolte des informations statistiques et des enquêtes sur le terrain. Les jugements portés par les responsables eux-mêmes sur les évolutions dans ces régions du Nord-ouest apparaissent contradictoires en juin 1999. Toutefois, l'analyse d'un certain nombre d'indicateurs et de leur évolution depuis les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt permettront de mieux caractériser ces régions périphériques du Nord ivoirien.

## Notes

1 – Nous exploitons ici une étude de l'hebdomadaire indépendant *Jeune Afrique* sur la pauvreté en Côte d'Ivoire, notamment le numéro 1946 du 28 avril au 4 mai 1998, pp. 62-65. Tous les chiffres sont tirés de cet article.

2 – En Côte d'Ivoire, si l'on s'accorde sur l'existence de deux milieux naturels dont l'un forestier et l'autre savanicole, leur appellation par l'administration, les autorités politiques et les médias a pris différentes dénominations selon les caprices du langage. Dans les savanes septentrionales, on a du mal à se retrouver entre des terminologies passe-partout comme "Grand Nord", "Nord de la Côte d'Ivoire", "Haute Côte d'Ivoire" ou "Moyenne Côte d'Ivoire", "Nord", "les Savanes" qui désignent une réalité géographique pour en désigner une autre en fonction de l'époque et des utilisateurs qui n'en précisent pas toujours les définitions et les limites.

3 – Jusqu'en 1995, il existait 10 régions administratives désignées selon leur position cardinale ; on parlait ainsi de la région du "Sud", "Nord-Ouest", "Nord", "Nord-Est", etc. Les noms que nous utilisons ici sont les nouvelles dénominations issues du décret n° 97-19 portant modification du nom et du nombre (16 actuellement) des régions ivoiriennes.

4 – Les statistiques démographiques sont extraites des données provisoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat effectué en 1998 (RGPH) fournies par l'Antenne régionale de la statistique d'Odienné, janvier 1999.

5 – Le pays rural est une organisation territoriale mise en place dans le cadre des fonds régionaux d'aménagement rural (ou FRAR) constituée d'un village centre, généralement un gros village, auquel sont rattachés des villages satellites de moindre importance.

6 – Agence Nationale d'Appui au Développement Rural, le partenaire privilégié des paysans selon son slogan.

## Bibliographie

ANTENNE RÉGIONALE DE LA STATISTIQUE DU NORD-OUEST, *Résultats provisoires du RGPH-98 des sous-préfectures d'Odienné*, non paginé.

ARNAUD J. C., 1985, Les migrations Malinké vers la Côte d'Ivoire forestière, In : Migrations et développement rural en Côte d'Ivoire, *Cahiers géographiques de Rouen*, n° 24, pp. 5-26.

DIRECTION RÉGIONALE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES DU NORD-OUEST, 1999, Chiffres du réseau routier du Nord-Ouest, Odienné, non paginé.

DIRECTION RÉGIONALE NORD DU PLAN, *Bilan diagnostic de la Région des Savanes*, rédigé par GNAGBO KRABGA A., Korhogo, pp. 43-62 et 238-239.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 1997, *Enquête à indicateurs multiples*, Abidjan, pp. 1-15.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 1998, *Résultats provisoires RGPH-98*, Abidjan, 27 pages.

JEUNE AFRIQUE, 1998, n° 1946, pp. 62-65.

PENOUIL M., 1989, De la pauvreté dans les pays africains : réflexions d'un économiste, In : *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux*, Bordeaux III, CEGET-CNRS, 585 pages, pp. 509-523.

PNUD, 1995, *Rapport mondial sur le développement humain*, New-York, Économica, 251 pages.